

L'entraide, l'humanitaire et le développement: des secteurs passionnants mais encore difficiles d'accès

# S'orienter dans la coopération

GILLES LABARTHE

**Perspectives** ► Beaucoup de professionnels sont tentés par un virage vers les métiers de l'entraide, de l'humanitaire et du développement, passé un certain âge et notamment après avoir travaillé dans le secteur privé. Parmi leurs motivations, l'envie de donner du sens à leur vie et de se rendre utiles à la collectivité reviennent très souvent. La Suisse représente a priori un pays privilégié pour entamer cette reconversion. La Confédération soutient à travers différentes mesures l'engagement de compatriotes dans les agences onusiennes, depuis son adhésion à l'ONU en 2002. Des villes comme Genève, Lausanne, Berne, Fribourg... abritent les sièges de nombreuses ONG, qu'elles soient nationales ou même internationales, liées à des structures aux dimensions quasi étatiques présentes dans des dizaines de pays — les ONGG, «organisations non gouvernementales gouvernementales».

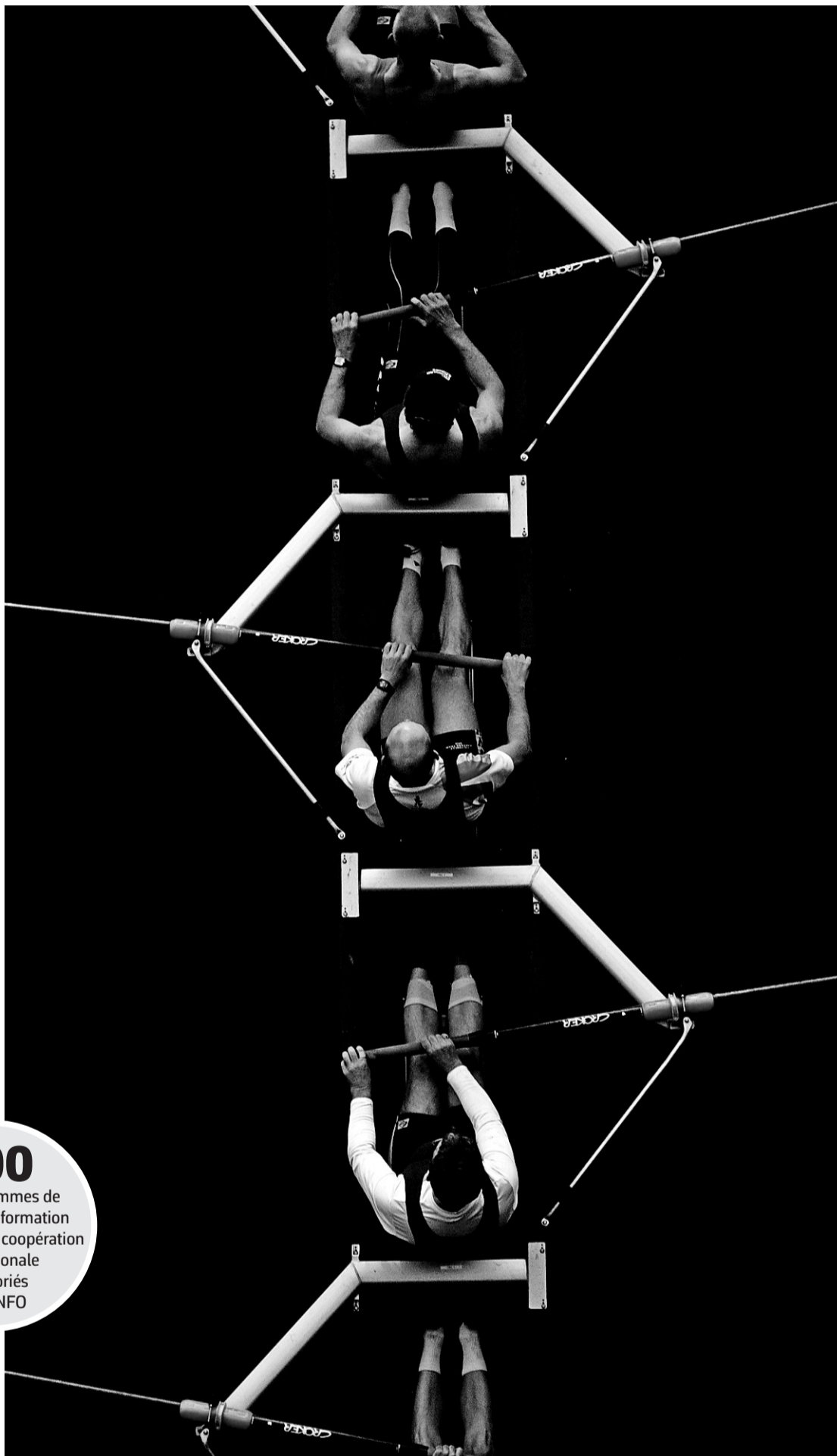
Et depuis l'entrée en vigueur des nouveaux Objectifs du développement durable (ODD, ou SDG-Sustainable development goals, adoptés à New York en 2015), les entreprises multinationales et fondations privées sont aussi de plus en plus invitées à participer à leur mise en oeuvre et réalisation, à l'horizon 2030. Les grandes firmes suisses accentuent leur présence dans cette dimension de contribution à coopération internationale (abrégié CI, ndlr), en lien – ou pas – avec les plans d'action élaborés au niveau fédéral par la Direction du développement et de la coopération-DDC.

## Un contexte favorable

Le contexte semble donc favorable pour s'engager dans une orientation vers les métiers de la CI. Mais qu'en est-il des qualifications requises et de la formation? «Il n'y a qu'un petit nombre d'itinéraires tout tracés qui mènent à une carrière dans la CI», prévient à Bienne le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale-CINFO, une des structures offrant et centralisant le plus d'informations et de ressources à ce sujet en Suisse, tout en proposant aussi de la formation continue et des ateliers, par exemple sur des thématiques comme la gestion de la distanciation ou les collaborations interculturelles. Un des prochains ateliers à suivre en ligne sera entre autres consacré au management de conflits, du 18 au 23 mars 2021. Un bémol, cependant: «Il est en effet difficile de se lancer dans ce domaine», poursuivent les responsables de CINFO, qui évoquent là un champ d'activité restreint, aux contours assez flous et en constante évolution.

Travailler dans la coopération internationale, c'est avant tout «mettre en pratique et développer dans ce domaine les compétences professionnelles que l'on a acquises ailleurs», comme le relève encore CINFO. Dans un premier temps et avant d'imaginer des plans pour l'avenir, les coopérants expérimentés recommandent d'abord de mieux saisir quelles sont les transformations et tendances actuelles.

Car la CI a vécu plusieurs révolutions dans ses approches et perspectives, entre autres depuis la fin de la guerre froide, la montée en puissance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et la multilatéralisation des programmes et sources de financement en relation avec l'Union



200

Les programmes de formation continue sur la coopération internationale répertoriés par CINFO

## OFFRES ET FILIÈRES DE FORMATION

Comme le fait remarquer Eduki, «il est nécessaire d'avoir un diplôme et de l'expérience professionnelle pour faire carrière dans la coopération internationale, car seuls des employés et employées qualifiés sont à la hauteur des exigences qualitatives d'un poste dans ce domaine. Les candidats et candidates doivent également être disposés à acquérir une expérience internationale. Ici aussi, le plus tôt sera le mieux.» Les formations aux métiers et savoir-faire de la coopération sont à considérer comme un plus, une manière d'adapter les compétences déjà acquises aux différents univers de la CI. Outre CINFO, d'autres sources de formation continue sont possibles, proches des acteurs et «du terrain». Par exemple, auprès de FEDERESO, réseau des sept fédérations de coopé-

ration se situant dans les cantons de la Suisse romande et latine, regroupant près de 250 ONG actives dans la CI et la solidarité internationale. Ses offres sont par contre plus ponctuelles. Au niveau des filières, l'Institut de hautes études internationales et du développement (Graduate Institute, Genève) se présente à la fois comme centre de recherche et d'enseignement supérieur spécialisé «dans l'étude des affaires mondiales, en particulier de celles qui se trouvent à l'intersection des relations internationales et des questions du développement». Ses «Executive Programmes» permettent de combiner un master avec des blocs d'études intitulés «Advocacy», «SDG Investing», «Development», «Conflict» et «Leadership». GIL

européenne. Ces dernières années, bien des pays, dont la Suisse, ont réduit la voilure en termes de budgets attribués. «Les postes de coopération à la papa, privilégiant le travail sur le terrain avec un salaire d'expatrié pour un projet de développement sur le long terme dans un pays du Sud bien tranquille, c'est terminé», résume à Berne un expert de la DDC. En bref, place à la nouvelle génération, celle des «gestionnaires de projet».

## Pragmatisme

En effet, le paradigme des méthodes et références du secteur privé est devenu omniprésent dans les discours, comme dans les pratiques de coopération. Ce paradigme serait – dit-on – gage de rationalité, planification, gestion rigoureuse et efficacité de l'aide délivrée, que les bailleurs de fonds souhaitent désormais mieux «monitrée», documentée, quantifiable: com-

bien de sac de riz, d'eau potable, de bénéficiaires pour la construction d'un centre de distribution alimentaire, de puits avec pompes à eau, d'un programme de vaccination?

Les annonces apparaissant sur les sites internet des grandes ONG suisses reflètent bien ce nouveau paradigme du «marché de l'aide», comme on l'appelle aussi, de même que les offres d'emploi postées dans ce domaine. Les dernières avis affichés par le Centre d'accueil de la Genève internationale-CAGI s'adressent ainsi à des profils tels que conseiller juridique, analyste, responsable de communication, du secteur recherche et développement ou de la recherche de fonds... L'administration ou la gestion de réseaux sociaux figurent encore parmi les profils demandés.

## Les références au secteur privé sont devenues omniprésentes dans les discours, comme dans les pratiques de coopération

La coopération internationale, un monde basé sur l'esprit d'équipe mais aussi sur celui de la concurrence.

JOSH CALABRESE/  
UNSPLASH

A Genève, Eduki rappelle que travailler au sein de la coopération internationale est certes «un état d'esprit avant d'être un métier». Mais cette fondation qui a pour but de promouvoir l'éducation et la sensibilisation des jeunes au travail des organisations internationales et à la CI note que c'est également «un secteur hautement compétitif, où les exigences sont strictes et la concurrence forte. De ce fait, les conditions ne sont pas toujours aisées pour trouver un travail salarié dans la coopération internationale».

La première étape recommandée consiste donc à établir son bilan de compétences, en fonction de ces réalités. Ce bilan inclut les savoir-faire accumulés dans les entreprises, y compris de communication, négociation, marketing, les connaissances en matière de langues parlées et d'expériences à l'étranger, en relevant toutes les compétences transférables aux domaines d'activités de la CI. C'est à partir de là qu'il vaut mieux envisager les formations complémentaires à suivre.

Depuis quelques années, les Universités romandes se positionnent sur des offres de formation avec divers CAS (Certificate of advanced studies). En résumé, celles des universités de Fribourg et Neuchâtel sont axées sur les thèmes de la migration et des approches socio-anthropologiques, tandis que celles de l'Université de Lausanne portent davantage sur les politiques publiques et le management des organisations. L'Université de Genève propose de son côté un très large éventail, allant des droits humains à l'éducation interculturelle en passant par la santé, les relations internationales, les enjeux globaux, le leadership ou les sciences au service du développement.

En définitive, si les possibilités de formation aux enjeux, métiers et activités de la coopération internationale ont nettement augmenté ces dernières années, attention toutefois aux débouchés possibles: ils n'ont pas forcément suivi le même sens. Les postes à repouvoir restent limités, surtout pour les candidats qui cherchent non pas une expérience à l'étranger, mais un travail salarié en Suisse. I